

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE

Lutter contre le VIH/Sida et contre La Pauvreté

RAPPORT DU SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR L'AUGMENTATION DES EFFORTS PARLEMENTAIRES POUR LES ENFANTS ET LE SIDA PAR RAPPORT AUX STRATÉGIES DE RÉDUCTION DE PAUVRETÉ, **NAIROBI, 10-11 NOVEMBRE 2005.**



Les parlementaires tentent d'intégrer dans les plans de réduction de pauvreté, la lutte engagée pour les enfants atteints du VIH/Sida

Les parlementaires régionaux pensent qu'il existe des opportunités d'associer les Plans Nationaux d'Action pour les Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) avec les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP). P 3

CONTENU

- **Message de bienvenue du Président** 2
- **Résultats du séminaire** 3
- **Contexte** 4-6
- **Discours** 7-13
- **Propositions de renforcement des plans d'action visant les OEV** 14-15
- **Colophon** 16

De nouvelles propositions pour renforcer les plans d'action pour les Orphelins et les Enfants Vulnérables

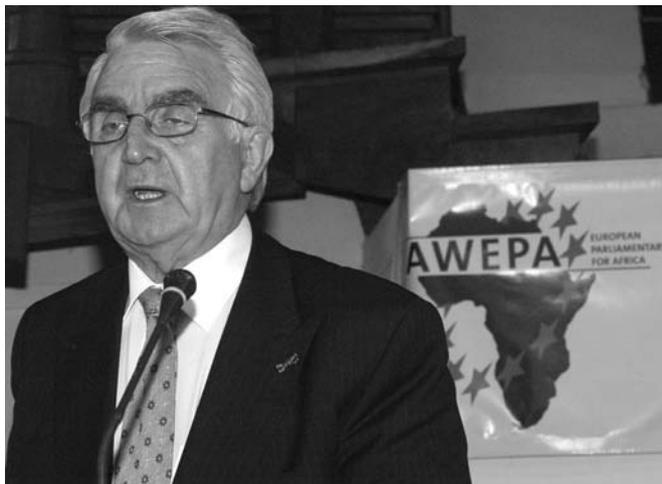
Les parlementaires de plusieurs pays de la région ont avancé des idées dans le but d'améliorer les conditions de vie des OEV sur une période déterminée P 14

Réduction de la Pauvreté et Lutte contre le VIH/Sida sont liées Les parlementaires peuvent combiner les programmes de pauvreté à ceux du VIH/Sida.

Fin 2004, plus de 11 millions d'enfants ont perdu un ou leurs deux parents à cause du VIH/Sida. Ce chiffre devrait dépasser les 18 millions en 2010. Pour faire face à ces sombres perspectives, beaucoup d'initiatives ont été prises. Mais elles se révèlent encore insuffisantes.

Pour tenter d'inverser cette tendance, AWEPA, collabore avec UNICEF, le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, le Nelson Mandela Children's Fund, et d'autres organisations. Ils ont lancé un programme sur plusieurs années en faveur des Enfants et de la lutte contre le Sida. Le séminaire régional de Nairobi de novembre 2005 faisait partie de la campagne. Son objectif était simple : augmenter les efforts des parlementaires et des pouvoirs décisionnaires pour protéger les enfants des effets terribles causés par le VIH/Sida.

Des douzaines de parlementaires d'Afrique Centrale et de l'Est ont étudié de quelle manière ils pouvaient rendre plus efficace la protection des enfants vulnérables. Ils décidaient de s'inspirer des ressources et des idées développées dans les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP). La pauvreté aggrave l'impact VIH/Sida. De même, contenir cette



Dr. Jan Nico Scholten, Président AWEPA: « Améliorer les plans d'action en faveur des enfants vulnérables »

épidémie, améliorera les possibilités de développement des pays concernés (et de cette façon, réduira la pauvreté). Les parlementaires pensent que les DSRP doivent être résolument adaptés pour aider les enfants vulnérables. Selon eux, les Plans d'Action Nationaux (PAN) pour les enfants vulnérables doivent être améliorés.

A Nairobi, les parlementaires ont avancé des idées pour faciliter l'intégration de ces instruments. Cette réunion montrait une

nouvelle fois que les parlementaires, du fait de leur statut unique de législateur et de représentant du peuple, peuvent contribuer à cette mission.

AWEPA souhaite exprimer sa gratitude envers ses partenaires, spécialement l'UNICEF, ainsi que ses donateurs, pour avoir rendu possible ce séminaire fructueux.

Dr. Jan Nico Scholten
Président Exécutif AWEPA

Un plan de quatre ans pour relancer la paix et le bien-être

CONSERVER L'ELAN EN AFRIQUE CENTRALE ET DE L'EST

Le Séminaire Régional sur l'augmentation des efforts parlementaires pour les enfants et le Sida par rapport aux Stratégies de Réduction de Pauvreté, était le second d'une série ambitieuse de réunions régionales et de séminaires nationaux. Leur objectif étant de franchir les étapes politiques concrètes nécessaires pour la paix et l'amélioration du développement économique et humanitaire de cette région dynamique de l'Afrique. AWEPA avec plusieurs partenaires a décidé de faciliter la mise en place de 16 conférences et séminaires sur une durée de quatre ans. Ceci, afin de déterminer quelles sont ces étapes à franchir, et dans quatre directions :

- Renforcement de la démocratie parlementaire
- Lutter contre le VIH/Sida
- Réduction de la Pauvreté (DSRP)
- Privatiser les secteurs de développement

Chaque thème sera abordé une fois par an entre 2005 et 2008 lors d'une réunion spéciale pour les parlementaires de la Région des Grands Lacs. Réunion convoquée par l'AWEPA et ses partenaires.

L'AWEPA organisait le séminaire sur les enfants vulnérables à Nairobi en collaboration avec l'UNICEF ESARO (Bureau Regional pour l'Afrique de l'Est et Du Sud). Celui-ci étant le plus important donateur. Les parlementaires des pays de l'Afrique de l'Est et Centrale et des pays européens étaient présents à la réunion. Les représentants de l'Afrique du Sud et du Mozambique ont aussi fait part de leurs connaissances.

Le séminaire de Nairobi abordait deux des quatre questions mentionnées ci-dessus. A savoir : le VIH/Sida et la réduction de la pauvreté. Il s'agissait de la suite de la

Consultation Parlementaire sur les Orphelins et les Enfants vulnérables (OEV) de septembre 2004 au Cap. Cette réunion résultait de la Déclaration du Cap, laquelle contenait les lignes directrices définissant le rôle des parlementaires pour augmenter les efforts à accomplir en faveur des orphelins et des enfants vulnérables.

Plusieurs conférences sur le VIH/Sida, les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté, le développement du secteur privé et le renforcement de la démocratie parlementaire sont prévues dans les prochaines années. AWEPA vous tiendra informé sur les progrès établis concernant chacun des quatre thèmes dans une série de rapports de conférence. Celui que vous avez entre les mains est le premier traitant des questions relatives au VIH/Sida et de la réduction de la pauvreté.

Intensifier l'action en faveur des enfants

Les parlementaires tentent d'intégrer la lutte engagée pour les enfants atteints du VIH/Sida dans les plans de réduction de pauvreté.

Les parlementaires d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Est apportent leurs idées pour renforcer leurs politiques nationales envers les enfants victimes de l'épidémie du Sida. Les parlementaires se sont engagés à créer des liens étroits entre les mesures destinées aux enfants affectés par le VIH/Sida et les stratégies de réduction de la pauvreté.

Moins d'enfants seront infectés par le virus HIV et la qualité de vie de ceux déjà porteurs du virus s'améliorera probablement, quand les plans développés au séminaire de Nairobi seront mis en action. Les parlementaires ont développé plusieurs idées franches, et potentiellement de grande portée pour affronter les problèmes que rencontrent les Orphelins et les Enfants Vulnérables (OEV).

Selon les parlementaires, l'un des domaines où beaucoup peut être réalisé est l'intégration de façon énergique des questions relatives aux OEV dans les programmes de réduction de la pauvreté. Les parlementaires participants au séminaire sur « L'Augmentation des Efforts Parlementaires pour les enfants et le Sida par rapport aux Stratégies de Réduction de Pauvreté », voulaient demander un rôle significatif dans le projet ou la révision du plan appelé : Documents Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Le Kenya, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Rwanda, le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Congo Brazzaville, Djibouti et la Somalie participaient au séminaire. Ils ont demandé plus d'estime pour les enfants infectés par le Sida. Il semble être grand temps de faire bouger les choses, car seulement 33% des Documents Stratégiques pour la Réduction de la Pauvreté mentionnent actuellement les orphelins et les autres enfants infectés par le Sida. Seulement un nombre limité de ces programmes a été mis en application comme résultat de ces Documents Stratégiques.

PLANS D'ACTION NATIONAUX

En plus d'éveiller les consciences et de développer des idées généreuses sur relier les questions de réduction de la pauvreté et celles relatives aux Orphelins et les enfants Vulnérables (OEV), les parlementaires discutaient du rôle des Plans d'Action Nationaux (PAN) destinés aux OEV. Les parlementaires des pays qui ont déjà rédigé un tel plan en 2004 (Éthiopie, Kenya, Rwanda et Ouganda) ont partagé leurs expériences et suggestions pour améliorer leurs propres Plans d'Action. Leurs collègues du Burundi, de la République démocratique du Congo, Djibouti, et de la Somalie, qui sont en train



Nourrir les enfants pour réduire l'impact du VIH/Sida et de la pauvreté.

d'élaborer leur PAN, développent des idées pour rendre ceux-ci plus forts et efficaces. Les parlementaires ont conclu, entre autres, qu'ils pouvaient améliorer les programmes pour les OEV en exigeant les clauses précises concernant les financements octroyés aux gouvernements locaux et aux projets communs. De loin, la grande majorité des PAN n'a encore aucuns arrangements en quoi que ce soit concernant la circulation de l'argent au niveau local.

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Les parlementaires se sont aussi engagés à suivre l'exemple kenyan: instaurer une Commission Parlementaire spéciale sur les OEV. Le Kenya a depuis 2003 une telle Commission qui a montré son utilité en fournissant les informations sur la situation des OEV et a influencé positivement la politique gouvernementale.

Les parlementaires ont déclaré qu'ils feraient de leur mieux pour établir une meilleure coordination entre les différents ministères. Le soutien aux OEV doit venir de ministères variés comme de l'Éducation, de la Santé, du Logement, des Affaires Sociales etc. Une telle approche holistique ou multi-sectorielle, est la clé de la coopération entre les ministères. Malheureusement, dans beaucoup de pays africains pauvres, les ministères de la santé

et des affaires sociales sont très faibles et n'ont que peu de capacités. Les parlementaires devraient dès lors s'assurer qu'ils reçoivent le financement et la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour venir en aide aux enfants vulnérables.

PLUS D'ARGENT POUR LES OEV

Une autre tâche prépondérante (revendiquée par les parlementaires) est d'influencer le processus de financement. Ceci en continuant à plaider pour l'obtention d'une allocation budgétaire élevée en faveur des OEV dans le budget des Etats. Dans ce domaine, un rôle clé est envisagé pour les députés européens. En Europe, les parlementaires peuvent s'assurer qu'une grande partie du budget de la coopération et du développement est allouée aux programmes intégrés et obligatoirement destinés aux enfants atteints du Sida.

Pour avoir une idée plus précise de la proposition des délégations parlementaires, voir les pages 14-15 du rapport de la conférence. Une conférence de suivi sur le VIH/Sida et sur la réduction de la pauvreté est prévue pour 2006. Il est dans l'intention des organisateurs d'évaluer la mise en œuvre des idées développées à Nairobi avant fin 2006.

Le nombre des orphelins africains

Le Fléau du VIH/Sida

On estime que vers 2010 pour la seule région sub-saharienne, plus de 18 millions d'enfants auront perdu au moins un de leurs parents. Les statistiques sont pétrifiantes déclare Per Engebak, directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique du Sud et de l'Est.

Voici l'énumération de quelques tristes réalités sur le VIH/Sida:

- Plus de 85% de la population enfantine mondiale atteinte le VIH/Sida vit dans la région sub-saharienne africaine.
- Un enfant né et non-infecté d'une mère atteinte du virus VIH a 100% de risques de devenir un orphelin.
- L'antibiotique cotrimoxazole procure une protection très efficace contre différentes maladies, coûte seulement 3 US-cents par jour. Cela pourrait améliorer le sort de 4 millions d'enfants. Cependant, seulement 1% des enfants séropositifs nécessitant ce traitement en bénéficient.
- Le pire est encore à venir: le long délai entre l'infection et la mort implique que même en cas de déclin du VIH, le nombre d'orphelins lui, augmentera encore pendant plusieurs années au moins. Ce changement démographique a déjà commencé et continuera au-delà de 2020 pour encore beaucoup de décennies à venir. Le VIH/Sida touche les enfants et bouleverse la société. Les familles endeuillées par la perte d'un des parents, ou les deux, ont un risque plus grand de tomber dans la pauvreté. Les enfants orphelins sont plus à même de laisser tomber l'école et leur manque d'éducation est un facteur de risque. En effet, les enfants absents de l'école courent un bien



Per Engebak, Directeur UNICEF ESARO, affirme que la pire pandémie le VIH/Sida est encore à venir, et que les efforts pour inverser la tendance doivent être accrus.

plus grand risque de devenir séropositif. Et ceci est très particulièrement vrai pour les filles.

LE SYSTÈME DE SOUTIEN EST DISTENDU

Le problème des orphelins et des enfants vulnérables s'étend dans de nombreux domaines de la vie, parce qu'il distend les mécanismes traditionnels de tutorat. La famille africaine élargie a formé historiquement un système flexible de sécurité sociale. Il est très normal, par exemple, que des familles élèvent des enfants qui ne sont pas les leurs. Dans presque tous les pays sub-sahariens, les familles élargies ont assumé leurs responsabilités pour plus de 90% des enfants orphelins. Mais ce soutien traditionnel est soumis à une rude tension. Par beaucoup d'exemples, on constate qu'il

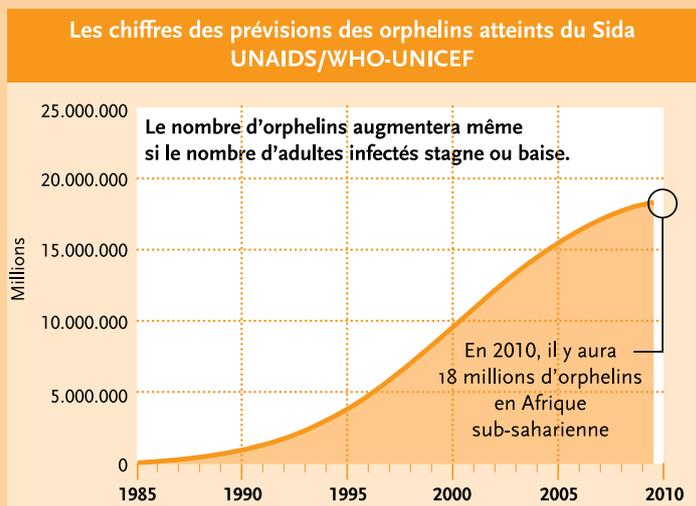
a été surpassé. Le problème des orphelins et des enfants vulnérables s'est encore davantage aggravé du fait que les tuteurs de ces enfants ont souvent succombé eux-même au le VIH/Sida.

HONTE ET DISCRIMINATION

Un foyer familial pauvre avec un orphelin à charge est incapable de survenir en suffisance pour tous les enfants. Les enfants orphelins à cause du VIH/Sida sont exposés au risque de malnutrition. Les séropositifs doivent faire face à la honte et à la discrimination. Beaucoup d'enfants infectés finissent dans la rue. Dans la plupart des pays africains, la majorité des enfants vivant dans la rue sont orphelins. Le nombre d'enfants chef de famille est lui aussi en augmentation.

Le Sida en Afrique

L'Afrique sub-saharienne contient un peu plus de 10% de la population mondiale. Hors 60% de la population séropositive mondiale – 25,8 millions – vit dans cette région. En 2005, on estimait à 3,2 millions le nombre des nouvelles personnes infectées, tandis que 2,4 millions d'adultes et d'enfants décédaient du Sida. Le déclin de la prédominance de la séropositivité chez les adultes recule au Kenya, en Ouganda et au Zimbabwe. Chacun de ces pays, cependant, supporte une grande et potentiellement ruineuse épidémie.



Qu'a-t-il été fait jusqu'à présent en Afrique ?

Seize pays ont des plans d'action VIH/Sida pour les enfants

La réponse à la crise des orphelins en Afrique sub-saharienne jusqu'à présent a été relativement lente. Certains des pays les plus affectés en Afrique ont dorénavant un plan d'action pour les OEV ou sont en train de le mettre en place.

Le manque de ressources associé à d'autres défis concurrents ont détourné l'attention du gouvernement pendant des années. Ceci causant une certaine léthargie par rapport au Sida et ses effets sur la jeunesse, expliquent les experts. De plus la honte et les tabous occasionnés par cette maladie, encore persistants parmi les décideurs politiques, peuvent avoir contribué à un certain malaise et à une réticence à se confronter pleinement au problème.

Pour faire accélérer les choses, l'UNAIDS, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), USAID et l'UNICEF ont lancé une action en 2003. Celle-ci a débuté avec l'évaluation de la dimension du problème des Orphelins et des Enfants Vulnérables (OEV), puis l'analyse des données et la planification des actions à mener. Cet effort porte le nom d'Estimation Rapide, Analyse et Processus de Plan d'Action (RAAAP en anglais). Cette action a eu pour effet de renouveler les efforts des pays africains pour développer des politiques nationales et des plans d'action nationaux concernant les OEV.

Chaque Plan d'Action (PAN) doit contenir des informations sur les crises liées aux OEV, mettre en évidence les lacunes dans les réponses apportées et proposer des actions contribuant à fournir les efforts nécessaires. Peu après le lancement du RAAAP en octobre 2003, AWEPA décidait de s'associer à l'UNICEF pour aider à la mise en œuvre du projet.

Les plans sont adaptés en fonction des besoins nationaux. Ils ont en commun: l'augmentation de l'éducation, les besoins de santé, la nourriture, l'habillement et le support psychologique. La plupart des plans reconnaissent l'immense opportunité qu'ont les écoles de faire d'une pierre deux coups : Fournir l'éducation et la nourriture, en donnant des repas gratuits aux écoliers. La plupart des plans placent l'Etat en position centrale, mais ils attribuent aussi un rôle à la société civile.

Ensembles, les PAN contribuent à l'aboutissement d'un vaste processus pour répondre aux problèmes des OEV.

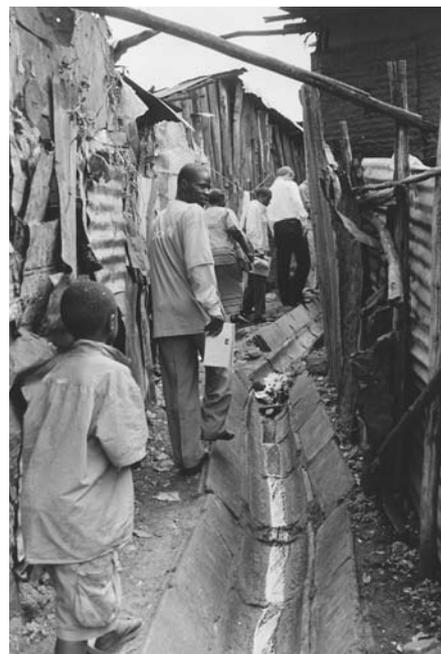
Dans la même année où fut lancé le concept de PAN pour les OEV, d'autres étapes furent franchies. Les parlementaires européens et africains ont adopté la Déclaration du Cap

lors d'une réunion dans cette même ville en septembre 2004. Celle-ci était organisée par AWEPA, avec le support financier (entre autres) du gouvernement néerlandais, britannique, finlandais et d'UNICEF. La Déclaration du Cap incluait un Plan d'Action, et les parlementaires s'engageaient eux-mêmes à faire plus, pour les orphelins et les enfants vulnérables dans plusieurs domaines :

- Eveiller la conscience sur le sujet du virus VIH/Sida, en menant des débats dans leurs circonscriptions.
- Réexaminer et au besoin amender toutes les législations, afin de s'assurer que les droits des enfants soient protégés par des politiques nationales engagées dans la lutte contre le Sida.
- Sécuriser les ressources pour assurer une réponse plus forte envers les OEV.
- Les parlementaires européens doivent s'assurer que les promesses des gouvernements nationaux, le FMI, l'Union Européenne, etc., soient tenues. Que celles-ci soient l'objectif principal de coopération et de développement pour les OEV.

FINANCEMENT

Le financement mondial consacré au Sida était estimé à 6,1 milliards de dollars en 2004. Bien que les moyens financiers et techniques existent pour protéger les enfants de la propagation du virus du Sida, la réalité est que très peu d'entre eux reçoivent le soutien nécessaire. Les plans ne doivent pas seulement stipuler que les enfants et les adoles-



Une délégation de représentants de l'UNICEF en visite dans un quartier pauvre de Nairobi pour évaluer les besoins des enfants victimes du Sida

cents ne soient pas infectés, affectés, esseulés ou qu'ils n'aient pas leur droits bafoués par la pandémie. Ils doivent aussi garantir une distribution efficace du financement disponible.

Afin de se rapprocher des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), l'UNAIDS a estimé que fin 2005, plus de 55 milliards seront nécessaires pour seulement les trois prochaines années à venir. Selon l'UNAIDS le re-calcul devra se faire sur une base actuelle. Il y a pourtant de nos jours un énorme trou dans le financement des ressources mondiales disponibles. Ceci est particulièrement vrai concernant l'aide destinée aux enfants.

Plan National d'Action pour OEV

Au début du XXIème siècle, l'UNAIDS, Le programme Alimentaire Mondial, l'USAID et l'UNICEF persuadaient les pays africains de développer des plans pour améliorer la position des enfants atteints par le virus du Sida, introduction de la Déclaration de la Session Spéciale des Nations-Unies consacrée à l'Enfance.

En 2004, seize pays ont rédigé un tel Plan National d'action: République de Centre Afrique, Cote D'Ivoire, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigeria, Rwanda, Afrique du Sud,

Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

En 2005, onze pays commencent à rédiger des PAN: Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, RDC, Erythrée, Ghana, Madagascar, Somalie, Sud-Soudan.

Les Plans d'Action Nationaux imposent des activités dans un large spectre de la vie politique, tel que l'éducation, les soins de santé, les politiques alimentaires, soutiens aux communautés et à la famille.

UNICEF: 'Les Quatre P'

Campagne Mondiale pour aider les jeunes infectés par le VIH/Sida

UNICEF et ses partenaires ont en octobre 2005 lancé une campagne pour chercher à réduire les infections du virus VIH parmi les enfants et accroître le soutien envers ceux déjà infectés. La campagne tourne autour des "quatre P" (en anglais). Les parlementaires ont un rôle crucial à tenir dans la réalisation de ces objectifs.

La campagne "Unité pour les enfants": Unité contre le Sida interpelle les gouvernements et les organisations du monde entier pour développer les programmes nationaux autour des « quatre P » :

1 Empêcher la transmission du virus VIH de la mère à l'enfant.

En 2010 l'offre devra couvrir 80% des femmes dans le besoin. Cela sera atteint lorsque les mesures seront prises pour fournir des médicaments empêchant la transmission de la mère à l'enfant, des tests volontaires, des services de soutien psychologique. Ces mesures devront être largement mises à disposition aux mères et aux enfants. Il faudra s'assurer que les femmes enceintes et les enfants séropositifs soient soignés, soutenus et traités prioritairement.

2 Fournir des traitements pédiatriques.

En 2010, fournir le traitement antirétroviral ou cotrimoxazol (ou les deux) à 80% des enfants dans le besoin. Ce, en s'assurant d'un meilleur suivi médical des enfants dans le besoin de ces deux traitements.

3 Empêcher les infections parmi les adolescents et les jeunes personnes.

En 2010, réduire de 25% la séropositivité des jeunes. Ce, en augmentant les accès aux jeunes de services conviviaux où ils peuvent se procurer des préservatifs, des traitements contre les maladies sexuellement transmissibles et des informations.

4 Protéger et soutenir les enfants atteints par le VIH/Sida.

En 2010, parvenir à aider 80% des enfants pour la plupart dans le besoin en élaborant des programmes supportant les familles ; mobiliser les réponses des communautés, fournir l'accès des services de soins et d'éducation aux orphelins et aux enfants vulnérables; s'assurer que les gouvernements protègent ces enfants à travers des politiques adaptées et une législation; éveiller la conscience à tous les niveaux pour créer un environnement favorable pour les enfants et les familles touchées par le VIH/Sida. Les coûts totaux de mise en œuvre des « Quatre P » de 2006 à 2010 sont estimés à 30 milliards de dollars. Per Engebak,



Peter McDermott, Directeur du Programme VIH/Sida de l'UNICEF: La Campagne « S'Unir pour les Enfants » cherche à protéger ceux infectés par le VIH/Sida

directeur Régional de l'UNICEF ESARO, affirmait au séminaire qu'un « cinquième P » devait être ajouté. Le P de Partenariat.

UNICEF coopérera intensément avec les gouvernements, les ONG (Organisations Non-Gouvernementales) et autres. Avec ses partenaires, l'UNICEF « reconnaît le rôle crucial joué par les parlementaires pour soulever le problème des enfants et du Sida et mobiliser ces ressources pour obtenir des réponses nationales ». Selon Dr. Jan Nico Scholten, un sixième P doit être ajouté : le P de Parlement.

Comment les enfants deviennent infectés



Les jeunes enfants qui sont atteints du Sida, comme ce garçon, sont souvent infectés par leur mère.

- La majorité écrasante des très jeunes enfants séropositifs a été infectée par leur mère. Les bébés peuvent être infectés déjà dans l'utérus. Tragiquement, le virus VIH peut aussi être transféré lors de l'allaitement, par le sein, car le lait de la mère peut le contenir. Sans interventions préventives, grosso modo un tiers des nourrissons nés d'une mère séropositive seront contaminés durant l'allaitement.
- Si la mère prend certains médicaments durant sa grossesse, elle peut réduire considérablement les risques que son bébé soit infecté par le virus VIH. Si les systèmes de santé traitaient les femmes enceintes séropositives et accouchaient les bébés par césarienne, les risques d'infection du nouveau-né diminueraient de 1%. L'infection des nourrissons par le virus VIH a été presque éradiquée dans les pays industrialisés grâce aux traitements appropriés.
- Les enfants entre 12 et 15 ans, particulièrement les filles, sont souvent infectés dans des circonstances où ils se voient en incapacité de refuser des rapports sexuels. De ce fait, il est très important d'être vigilant, d'analyser le statut social des adolescents et de prendre les mesures légales et culturelles nécessaires pour assurer leur protection.

Prof. Miriam Were, Directeur du Conseil National de Surveillance du Sida au Kenya

« Arrêter la sortie des ressources hors d'Afrique »

L'évasion évidente et permanente des ressources est la source du problème du VIH/Sida et d'autres maladies en rapport avec la pauvreté en Afrique, affirme Prof. Miriam Were, Directeur National du Conseil de Surveillance du Sida au Kenya. Les parlementaires européens devraient examiner ce problème en encourageant le commerce équitable et l'allègement de la dette.

« Les récents arrangements financiers comme le Fond Mondial pour la lutte contre le VIH/Sida ont trompé beaucoup de monde. Les gens pensaient que des ressources immenses arriveraient en Afrique. La pauvreté accompagnée de son cortège interminable de maladies, continue de paralyser le bien-être et le développement de L'Afrique », affirmait Prof. Were, dans son discours devant les parlementaires africains et européens. Elle demanda à AWEPA « en tant qu'ami spécial de l'Afrique » de continuer à diffuser son plaidoyer parmi les parlements des pays développés. « Nous devons augmenter les efforts de réduction de la



Prof. Miriam Were, Directeur du Conseil National de Surveillance sur le Sida, Kenya: « Nous essuyons le sol quand le robinet coule. Les parlementaires devraient nous aider à fermer celui-ci »

pauvreté », disait-elle. « Nous essuyons le sol quand le robinet coule. Les parlementaires devraient nous aider à le fermer ».

Mais Madame Were a aussi insisté sur le fait que les Africains devaient assumer leur part de travail. « Nous, en Afrique, au sein des structures mises en place par nos parlements, nous devons prendre des mesures pour que les ressources arrivant en Afrique soient utilisées pour réaliser les objectifs qu'elles impliquent ». La transparence et la responsabilité des dirigeants africains

doivent être soutenues, fit-elle remarquer. De plus, elle suggéra que les Africains augmentent la représentation des femmes dans les parlements. « Il est évident (...) que les sujets abordant la famille, les enfants, les mères et les femmes en général sont beaucoup mieux entendus dans les parlements qui ont une importante représentativité féminine », disait Madame Were. « Tous nos parlements devraient avoir l'objectif d'atteindre 30 % de femmes, et même jusqu'à 40% par la suite » ajouta-t-elle.

Dr. John Rwomushana, Directeur de la Commission Ougandaise sur le Sida

Tirer les avantages des structures existantes

Il y a des structures et des mécanismes en place dans la région qui peuvent être utilisés efficacement dans la lutte principale contre le Sida, insista Dr. John Rwomushana, Directeur de la Recherche et du Développement Politique de la Commission Ougandaise contre le Sida. Les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté, sont les derniers outils d'une série de plans et de projets dans lesquels la lutte contre le VIH/Sida doit occuper une position dominante.

Dr. Rwomushana était étroitement engagé dans la politique de lutte contre ce fléau en Ouganda. Cette politique ougandaise a remporté des succès. Il mentionna les organisations suivantes comme des exemples d'initiatives « pouvant servir de repères phares aux problèmes des enfants » au niveau national : Le Cadre des Dépenses

>>



« Les parlementaires seront de plus en plus sollicités pour fournir les orientations et les conduire. Aussi, ils doivent être familiarisés à tous les problèmes nationaux et internationaux, y compris ceux concernant le VIH/Sida et de réduction de la pauvreté. »

Hon. Philip Okundi, parlementaire kényan, Président de la Comité sur les OE

Dr. Alex de Waal, l'Université d'Harvard

Les Médias: Élément clé pour faire prendre conscience du VIH/Sida

Dr Alex de Waal, professeur à l'Université d'Harvard, et chargé de l'Initiative pour une Equité Mondiale, affirmait que les parlementaires devaient essayer d'inciter les médias à aborder davantage des sujets concernant le VIH/Sida.

Les sujets dans les médias font plus d'effet que des déclarations publiques ou des messages éducatifs, affirmait Dr. de Waal. Les gens dans les bars et dans les bus parlent davantage de ce qu'ils entendent aux nouvelles que des annonces gouvernementales. Selon lui, les recherches ont démontré que les Ougandais abordaient plus souvent le sujet du fait de la grande fréquence des histoires liées au Sida

rapportées dans la presse écrite et dans les programmes de radio. « Ce point semble avoir été relativement important dans la conduite des changements de comportement des gens ordinaires », remarqua-t-il. Il ajouta aussi que la liberté de la presse et des médias indépendants et bien intentionnés est aussi un avantage dans la lutte contre le VIH/Sida. Les parlementaires peuvent fournir leur aide dans la couverture du sujet (Sida et OEV) dans les médias. En participant aux points de presse après les conférences importantes et étant accessibles de façon permanente aux journalistes. Dr. de Waal faisait remarquer aussi que la progression des gouvernements



Dr. Alex de Waal : « Les sujets dans les médias sur le VIH/Sida font plus d'effet que des déclarations publiques »

« Changer l'environnement, n'est pas seulement un comportement »

Richard Mabala, un citoyen Tanzanien travaillant pour UNICEF en Ethiopie, a remis à leur véritable place certains aspects de la campagne de lutte contre le VIH/Sida. « On cherche à vouloir modifier le comportement individuel sans tenir compte de l'environnement social », disait-il.

Monsieur Mabala déclarait que la discussion au séminaire le renforçait dans sa conviction. Selon lui, le changement de comportement prend trop d'importance dans la lutte contre le VIH/Sida. « J'en ai assez avec ces méthodes de 'changement de comportement', comme elles peuvent apparaître sur les panneaux d'affichage. Parce-que pour beaucoup de gens, changer leur comportement est impossible tant que les conditions de vie ne s'améliorent pas. Il y a un nouveau quartier pauvre à Nairobi où toutes les filles âgées de 16 ans ont des bébés. Elles vous diront : « Ici, nous n'avons pas le droit de dire non ». Ce qui est horrible, c'est que ces filles préfèrent être enceintes d'un petit ami. Ce qui sous-entend pour elles une sécurité par rapports aux autres hommes qui pourraient autrement les violer. Mais c'est une stratégie de survie mortelle : vous ne pouvez pas tomber enceinte et avoir des rapports sexuels protégés en même temps. Et un petit ami sérieux n'utilise pas de préservatif. Selon Mabala, il est important de comprendre le cercle vicieux le VIH/Sida et

les OEV. « Beaucoup d'enfants vulnérables ont de jeunes mères, elles-mêmes aussi dans une position vulnérable et qui meurent jeunes. La règle ABC (A : pratique l'Abstinence, B : soit fidèle, et C : utilise le préservatif) ne peut pas s'appliquer à ces jeunes filles : A n'est pas une option, B n'est pas entre leurs mains et C, voir ci-dessus ! », dit-il.

Monsieur Mabala faisait remarquer que plus de chiffres détaillés à propos de l'infection VIH, sont nécessaires. Les gouvernements africains définissent souvent « jeunes » le groupe des 15-35 ans. « c'est là une division grossière », remarqua-t-il. Aussi, ne peuvent-ils souvent pas distinguer les hommes des femmes dans les chiffres sur l'infection VIH. Le résultat est que beaucoup de résultats sont négligés et les problèmes sous-estimés. Par exemple, la tranche d'âge 15-24 ans pour les hommes, a dans beaucoup de pays un taux d'infection plus bas que celle des femmes. Cela implique un taux moyen d'infection bas. Toutefois, le taux lié aux conséquences du VIH/Sida est sensiblement plus haut parmi les femmes, et extrêmement élevé parmi les hommes et femmes plus âgées. Mais les chiffres moyens ne le montrent pas souvent. La conséquence est qu'il n'y a pas de programme développé à l'intention de ce groupe.

démocratiques en Afrique, créait théoriquement un contexte favorable pour aborder le sujet VIH/Sida. « Les politiciens élus reflètent les programmes imposés par leurs électeurs ». Cependant, VIH/Sida est un sujet qui ne figure pas partout en tête des propositions électorales. Dans le cas du sida, c'est un défi. Depuis l'augmentation de cette calamité en Afrique, il est rarement en première place dans les programmes. Les enquêtes d'opinion montrent que le chômage, la pauvreté et le crime sont des menaces considérées comme autrement plus importantes que le VIH/Sida, nota de Waal.

>> à Moyen Terme (CDMT), les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations-Unie sur le VIH/Sida, et La campagne Unité Mondiale pour les Enfants.

ETABLIR UNE COMMISSION PERMANENTE SUR LE SIDA

Il faisait remarquer que les parlementaires devaient veiller à ce qu'une politique nationale contre le Sida inclut des mesures venant en aide aux orphelins et aux enfants vulnérables. « Les parlementaires sont bien placés pour influencer de façon significative les politiques nationales contre le Sida », affirma-t-il. « Dans leur rôle de vigilance, les parlementaires peuvent s'assurer que les ressources soient utilisées pour ce à quoi elles ont été attribuées », ajouta-t-il. La coordination entre tous les secteurs impliqués peut être améliorée en établissant une Commission Nationale qui les chapeaute.

Monsieur Rwomushana recommandait plutôt cette Commission, que des « Commissions choisies » qui tous les trois ou quatre ans disparaîtraient.

Hon. Liberata Kayitesi, parlementaire rwandaise

L'expérience Rwandaise

Le Plan National de Réduction de la Pauvreté (PNRP) au Rwanda a été élaboré avec un sens de l'engagement de la société civile et des parlementaires, affirmait Hon. Liberata Kayitesi, parlementaire rwandaise.

« La population dans son ensemble a participé au processus de diagnostic des problèmes et d'apport de solutions », selon Hon. Kayitesi. Le PNRP rwandais, mis au point en juin 2002, est actuellement corrigé et un nouveau document sera produit rapidement.

Fort de leur expérience avec le PNRP rwandais, Madame Kayitesi recommanda plusieurs pistes pour influencer la mise en forme des plans de réduction nationaux :

- Avant que le projet final du PNRP ne soit écrit, les parlementaires doivent évaluer le niveau de pauvreté de leur pays en liaison avec les communautés locales.

- Ils doivent organiser des débats pour identifier les priorités de leur plan
- Les parlementaires doivent jouer un rôle actif en déterminant la hiérarchie des problèmes et les priorités dans la stratégie de lutte contre la pauvreté.
- Dès que les PNRP sont réalisés, les parlementaires doivent faire pression sur les organismes nationaux et internationaux pour qu'ils octroient les fonds nécessaires à la mise en œuvre.
- Les parlementaires doivent s'assurer que les PNRP feront partie du processus budgétaire national.
- Les parlementaires doivent contrôler et vérifier si le gouvernement exécute les documents ; ils doivent aussi prendre le temps d'étudier les rapports concernant les progrès des PNRP.

Le Rwanda a travaillé à l'intégration des questions de parité dans son plan d'action



La parlementaire rwandaise Liberata Kayitesi: « Les parlementaires devraient être impliqués dans la rédaction des plans de réduction de la pauvreté »

dans plusieurs domaines politiques, affirma Madame Kayitesi et « nous espérons aussi intégrer les OEV dans nos plans ».

Albertus Voetberg, Spécialiste de la santé auprès de la Banque Mondiale

Inclure les avantages des OEV dans les programmes de pauvreté

Les parlementaires sont d'accords sur le fait que le cas des orphelins et des enfants vulnérables n'est pas assez considéré dans les programmes de réduction de la pauvreté. Albertus Voetberg, Spécialiste de la santé auprès de la Banque Mondiale a une liste de suggestions pour changer la situation.

Les tactiques que Monsieur Voetberg suggère pour s'assurer que le cas des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV) soient pris en compte dans les Documents Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) sont représentées sous forme de questionnaire. Les parlementaires doivent soumettre celui-ci à leurs gouvernements respectifs :

- Quelqu'un est-il responsable de s'assurer du compte-rendu sur les OEV dans les PNRP ?

Clairement, les intérêts des OEV sont mieux protégés si quelqu'un prend la responsabilité de les mettre à l'ordre du jour. Cela peut être un ministre, une commission nationale, une commission parlementaire ou des parlementaires.

- Est-ce que le problème des OEV est explicitement mentionné dans les DSRP ?
- Peut-on fournir une approche multisectorielle pour reconnaître leurs besoins ?
- Peut-on prévoir, le cas échéant, une augmentation supplémentaire du nombre des besoins envers les OEV ?



Albertus Voetberg, Banque Mondiale: Les parlementaires devraient poser les bonnes questions

- Est-ce que les décisions politiques décisives énumérées ci-dessous ont été étudiées ?
 - Choix du service pour les instruments (soins institutionnels, soutien des produits, transactions d'argent liquide)
 - Les aménagements institutionnels pour la coordination, services de livraison et contrôle et évaluation de plans d'action OEV
 - Le chiffrage des coûts par OEV (principaux coûts de services et d'expédition par foyer)
- Le bénéficiaire (foyer demandeur de soins, enfant individuel)
- le mécanisme de ciblage
- Est-ce que le lien est solidement établi entre le DSRP et le budget/Elaboration du Cadre des Dépenses à Moyen terme (MTEF)
- Est-ce que les mouvements d'argent consacrés aux OEV sont suffisamment clairs et directs pour arriver jusqu'à la base?
- Existe-t-il un mécanisme réglementaire pour examiner la mise en œuvre des DSRP ?

Les élus devraient tenir les gouvernements pour responsables de leurs engagements

Construire sur les accords du passé

Les parlementaires devraient tenir leurs gouvernements garants de leurs promesses faites dans le passé. Les gouvernements avaient adopté plusieurs accords internationaux incluant des promesses faites pour venir en aide aux enfants atteints par le virus du Sida.

OMD

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement pour lesquels les Etats membres des Nations-Unies se sont engagés, est une pierre angulaire pouvant servir à étayer la politique envers les OEV. Le sixième objectif est de combattre le VIH/Sida, la Malaria et d'autres maladies. La propagation du virus VIH devrait être arrêtée en 2015 et commencer à reculer.

UNGASS (Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations-Unies consacrée au VIH/Sida)

Les parlementaires devraient prendre conscience qu'il existe la Déclaration d'engagement sur le virus VIH adoptée à la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations-Unies en juin 2001. Cette Déclaration montre que les gouvernements s'engagent à agir pour lutter contre le VIH/Sida. Parmi ces promesses, l'une est de s'engager à développer des stratégies pour soutenir les OEV. Conseil et soutien psychologique, nourriture de qualité, santé et services sociaux, étaient quelques-unes des mesures proposées. D'autres engagements :

- La fréquence de la séropositivité parmi les jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 24 ans devra être réduite de 25% en 2010.
- La proportion des enfants séropositifs devra être réduite de 20% en 2005 et de 50% en 2010.

LES DOCUMENTS STRATÉGIQUES DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ (DSRP)

Pour les pays en voie de développement (qui collabore avec la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et d'autres institutions), un DSRP est un plan macro-économique important leur permettant d'obtenir des financements extérieurs favorisant leur développement. Le plan doit être un vecteur à travers lequel tous les objectifs (contenus dans l'OMD et la Déclaration de l'UNDASS ou autres) relatifs aux enfants vulnérables doivent être atteints.

Un DSRP a une portée nationale. Il est supposé être le résultat d'orientations politiques, et élaboré selon un processus de participation. Il doit être compréhensif, établir des priorités claires et être orienté vers ses partenaires. Un DSRP doit avoir une

perspective à moyen et long terme. Chaque plan est censé respecter ces quatre étapes :

- 1 Etablir un diagnostic de la pauvreté et de ses conséquences
- 2 Formuler une stratégie pour résoudre les problèmes engendrés par la pauvreté
- 3 Mise en place de cette stratégie
- 4 Contrôle et évaluation

LE PROGRAMME AWEPA/UNICEF

Ensemble, l'UNICEF et AWEPA se sont engagés dans un programme sur plusieurs années pour aider les enfants orphelins à cause du Sida. Lors de la réunion du Cap en 2004, les délégués de 40 parlements européens et africains ont adopté la Déclaration du Cap. Celle-ci est une ébauche des engagements et des pas à accomplir en direction des enfants touchés par le Sida. L'un des résultats est une série de réunions pour garder les parlementaires éveillés sur la question et pour les aider à développer des idées et des propositions auprès de leur propre parlement. Après une série de réunions sous-régionales au Malawi, en Afrique du Sud, au Kenya et au Mozambique, AWEPA organisera des réunions de travail au niveau national en Europe et en Afrique. Les parlementaires peuvent ajouter les conclusions et les recommandations issues de ces réunions.



La réponse du Mozambique à la crise VIH/Sida est marquée par le renforcement des efforts des communautés. La réintégration des enfants séropositifs dans leurs familles plutôt que dans des institutions en est un exemple, expliqua Hon. Isaú Menezes, dans son exposé lors du séminaire. Les actions prévues dans le Plan consacré aux OEV au Mozambique sont coordonnées par le ministère de la Femme et des Affaires Sociales.

Apprendre des partenaires africains

Madame Nomawethu Xali, Coordinatrice AWEPA du programme Legislatures Provinciales d'Afrique du Sud (LPAS) qui a participé au séminaire comme expert, fit remarquer à quel point un tel séminaire peut être utile. « En organisant ce genre de séminaire, AWEPA créé un forum de débat et les parlementaires peuvent apprendre de leurs collègues. C'est souvent plus efficace lorsqu'ils apprennent de cette façon, plutôt que seulement des organisations internationales. Même si celles-ci apportent beaucoup de connaissances. En Afrique du Sud par exemple, les représentants des provinces étaient très intéressés par l'expérience ougandaise en matière VIH/Sida. Depuis, ils sollicitent un parlementaire ougandais pour qu'il partage avec eux cette expérience. »

Expression de points de vue indépendants

Le rôle des parlementaires africains

Les parlementaires africains peuvent contribuer à mettre en place des politiques plus efficaces concernant le Sida et les OEV. Christine Ivory, Coordinatrice Régionale du Centre parlementaire du Canada, et Dr. Lemma Merid, Conseiller politique du PNUD (Programmes des Nations-Unies pour le Développement), fournissent une vaste liste des interventions possibles.

- Premièrement, les rôles et les fonctions des parlementaires doivent être définis dans les principes et les cycles des DSRP.
- Le fait qu'un DSRP soit formulé au sein d'un processus de "participation", ouvert à des partenaires et fournisse une orientation nationale forte, implique qu'il y a suffisamment d'espace pour que les parlementaires soient l'instrument qui influence la forme de ces stratégies.
- Les parlementaires de la majorité comme ceux de l'opposition ne doivent pas oublier qu'ils ont le droit d'exposer leurs idées et leurs propositions, indépendantes de l'exécutif. Cependant, tous les parlementaires doivent consacrer leurs efforts pour être le chaînon entre les pauvres, particulièrement les orphelins et les enfants vulnérables, et l'arène politique. Ils doivent être la voix pour ceux qui ne peuvent pas parler pour eux-mêmes, à chaque étape des cycles du DSRP.
- Les parlementaires doivent avoir une approche critique sur le diagnostic des problèmes des OEV et contribuer à apporter des solutions. Il doit réaliser qu'ils peuvent ajouter des informations fixes et des réflexions pertinentes dans les données. Le gouvernement travaille grâce à leurs contacts. Les exemples concrets de la vie des OEV ajoutent une grande valeur qualitative aux évaluations quantitatives. Lesquelles accordent difficilement la parole aux pauvres.
- Les parlementaires peuvent encourager les gens à donner libre cours à leurs pensées, notamment pour l'amélioration de leur situation. Les parlementaires, en partenariat avec les groupes de villages, les églises locales et les mosquées, peuvent donner suite à des initiatives locales dans un village ou dans des quartiers pauvres et organiser le soutien national pour la mise en œuvre d'actions et d'idées prometteuses.
- Les parlementaires doivent s'assurer que les allocations budgétaires correspondent aux priorités des DSRP et des autres plans. Est-ce que le budget alloué à l'éducation prend en compte les besoins particuliers des filles ? Est-ce que le budget alloué aux allocations sociales prend en compte les besoins des OEV ou de leur soutien ? Ce sont les questions que les parlementaires doivent poser dans le processus de réparti-

- tion des allocations du budget. Les DSRP et les autres plans politiques doivent être bien intentionnés, mais les allocations budgétaires déterminent ce qui peut être actuellement accompli. Les parlementaires doivent être présents sur place pour contrôler si les fonds sont distribués correctement parmi les programmes ruraux et urbains, hommes et femmes, adultes et enfants.
- Les parlementaires devraient périodiquement examiner les dépenses actuelles et la gestion de celles-ci pour s'assurer qu'elles correspondent aux allocations budgétaires et aux DSRP. Ils devraient s'occuper d'instaurer un système d'audit régulier de la gestion et des finances. Une des faiblesses de beaucoup de parlements africains est l'étude insuffisante des détails financiers, des budgets détaillés, des audits et autres formes de comptabilité.
- Ils devraient régulièrement aller à la rencontre de leurs électeurs pour contrôler les progrès faits sur la réduction de la pauvreté et sur les projets concernant les OEV.
- Les parlementaires devraient s'assurer que les commissions chargées de contrôler la coopération avec les autres commissions



Christine Ivory, Coordinatrice Régionale du Centre parlementaire du Canada : les parlementaires doivent combler le vide entre les pauvres et l'arène politique nationale

- financières examinent bien toutes les données politiques et que les interventions sur le VIH/Sida soient en phase avec les DSRP.
- Les parlementaires peuvent développer un réseau parlementaire officiel sur le sujet VIH/Sida pour partager les informations, des exercices efficaces, des sessions pour apprendre à propos des plans et les uns des autres. Ils devraient aussi promouvoir des échanges avec les chercheurs d'instituts politiques, les groupes d'experts et avec les gouvernements officiels.
- Les parlementaires peuvent proposer une législation pour créer dans leurs pays respectifs une Commission Nationale sur le Sida responsable devant le parlement.
- Les parlementaires devraient s'efforcer qu'une Commission sur le VIH/Sida soit créé au sein même du Parlement Pan-africain. ●



Ce garçon et cette femme reçoivent le soutien d'un « groupe d'entraide » au Kenya. Les parlementaires sont invités à prendre des mesures pour faire en sorte que les fonds destinés aux OEV et à la lutte contre le VIH/Sida soient acheminés efficacement aux communautés locales.

Assister les homologues africains

Le rôle des parlementaires européens

Les parlementaires peuvent avoir un impact important sur la position des enfants vulnérables en Afrique en exerçant une pression sur leurs gouvernements, les organisations donatrices principales, de même qu'à travers le soutien aux parlementaires africains, déclarait Dr. Lemma Merid, conseiller politique du PNUD

Au nom de la condition des enfants, les parlementaires européens ont un rôle important à jouer dans la mobilisation de tous les parlementaires, les ONG et la société civile. Ils devraient être conscients que ce ne sont pas seulement les perspectives des commissions parlementaires du budget et du développement qui sont les plus importantes dans le cas des enfants vulnérables. Les commissions travaillant sur la défense tout comme les affaires étrangères aussi doivent être mobilisées. Depuis que les conflits armés contribuent de façon importante à la situation critique des enfants, les parlementaires européens doivent intervenir pour aider à la résolution des conflits dans des pays larvés par la guerre civile, le terrorisme et d'autres formes d'anarchies. Les parlementaires européens peuvent mettre la pression sur leur exécutif pour arrêter les expéditions d'armes dans les pays en situations conflictuelles et utiliser les associations parlementaires pour faire intervenir des parties tiers.

Ils peuvent chercher à mobiliser plus de ressources au nom des enfants et tenir leurs gouvernements pour responsables des promesses à tenir, comme les objectifs numéro 4 (sur la mortalité infantile) et 6 des Objectifs de Développement du Millénaire.



Hon. Rosita Runegrund, parlementaire suédoise, ici à droite: De meilleurs soins de santé consacrés à la natalité sont essentiels pour la lutte contre le VIH/Sida



Dr. Lemma Merid, Conseiller politique du PNUD : Les parlementaires européens peuvent être d'une aide considérable en encourageant les réformes sur le commerce

Ce dernier fut élaboré pour lutter contre le VIH/Sida et d'autres maladies.

La parlementaire suédoise Hon. Rosita Runegrund, Démocrate Chrétienne, déclarait que son parti souhaitait augmenter de 10% le budget de coopération et de développement suédois pour la lutte contre le virus VIH/Sida. Elle devait ajouter que malheureusement cette proposition n'était pas encore adoptée, car les autres partis politiques n'étaient pas d'accord. Elle déclarait aussi que la Suède, actuellement en train de préparer l'augmentation de budget d'aide au développement (1% du PIB en 2006), plaiderait pour que les problèmes de parités dans l'Union Européenne soient mieux considérés.

Personnellement engagé dans les problèmes causés par le Sida

Selon le parlementaire djiboutien Hon. Houssein Omar Kawalier, le séminaire a été une source d'inspiration qui permettra de créer à Djibouti une politique de lutte contre le VIH/Sida et de soutien aux enfants vulnérables.

« AWEPA et ce type de séminaire étaient nouveau pour moi. Cela a été plus qu'utile et très constructif. Les groupes de travail en particulier furent une très bonne idée et ont produit de bons résultats. Personnellement, ce n'a pas été seulement une bonne expérience, mais ça m'a aussi donné le

sentiment d'être personnellement impliqué dans les problèmes causés par le Sida, au niveau mondial et africain. »

L'année précédente, le Président Ismail Omar Guelleh poursuivi la campagne nationale contre le Sida et a versé 500 millions de Francs de Djibouti du budget présidentiel disponible pour soutenir cette campagne. Concernant les effets du Sida sur les enfants vulnérables, nous n'étions pas bien préparés et cela doit changer. Il est important pour Djibouti de rattraper nos pertes. ●

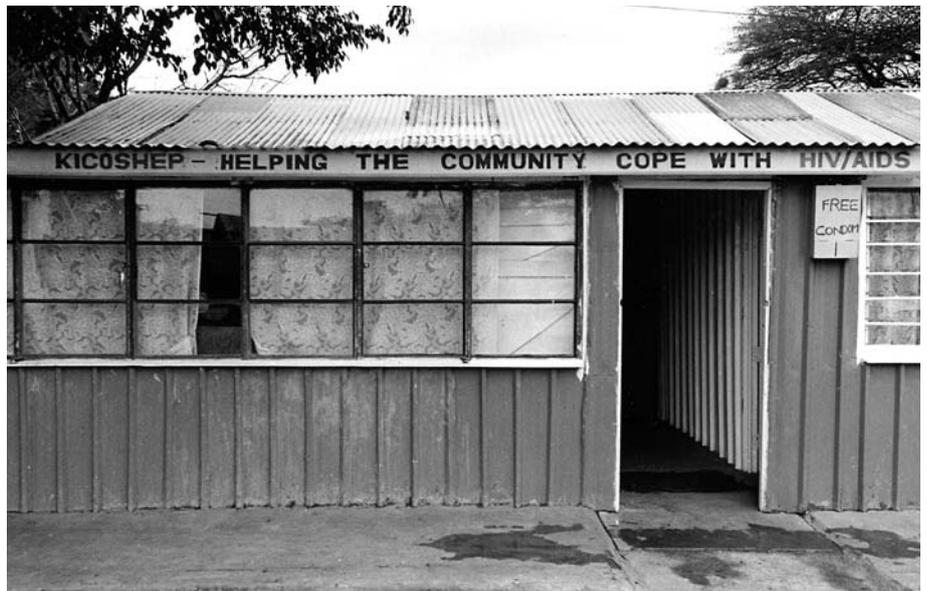
SUPPRIMER LES SUBVENTIONS AGRICOLES

Les parlementaires européens peuvent être d'une aide considérable en encourageant les réformes sur le commerce. Particulièrement la suppression des subventions agricoles, lesquelles entravent l'accès aux marchés des produits des pays en voie de développement. Ceci a plus d'effet pour réduire la pauvreté que le CDA (Comité d'Aide au Développement) Les parlementaires européens pourraient aussi assister leurs collègues africains dans leur capacité d'élaboration. Par exemple, ils pourraient les conseiller (trouver des ressources financières) dans la mise en place d'une équipe techniquement compétente pour les aider. Mais aussi à établir des structures leur permettant de commanditer des études indépendantes ou rechercher des avis d'experts sur des problèmes spécifiques. ●

Les femmes appellent à une surveillance continue de la pauvreté

Le réseau des femmes parlementaires RFPAC (Réseau des Femmes Parlementaires d'Afrique Centrale) affirme qu'une surveillance permanente de la pauvreté est nécessaire pour permettre aux pays de mettre en place une politique anti-pauvreté. Elles demandaient à leurs camarades parlementaires leur aide à mettre en place des mécanismes de surveillance de la pauvreté dans chacun de leurs pays.

Les femmes du réseau RFPAC affirmaient qu'il existe un lien entre la pauvreté et la pandémie le VIH/Sida. Aux réunions précédentes, les femmes avaient toujours plaidé en faveur d'un mécanisme de contrôle efficace de la pauvreté. A Nairobi, elles insistaient pour que les parlementaires aient un rôle dans ce système et aient accès aux données produites par celui-ci. « Dans les pays où les mécanismes de contrôles sont en place, les parlementaires devraient s'assurer qu'ils sont étroitement engagés dans cette opération. Dans les pays où de tels mécanismes n'existent pas encore, ils devraient œuvrer en vue de leur établissement », affirmaient les femmes. ●



Les organisations locales, comme Le Programme d'Entraide de la Communauté de Kibera (KICOSHEP) à Nairobi, sont la clé pouvant éveiller les consciences sur le sujet le VIH/Sida.

« Une direction audacieuse est requise »

David Alnwick, Conseiller Régional VIH/SIDA, UNICEF ESARO, affirmait en guise de conclusion que le problème concernant le VIH/Sida peut seulement être résolu par une direction audacieuse.

« J'aimerais insister sur l'énorme défi que le VIH/Sida posent en Afrique et au futur de l'Afrique, et sur le besoin d'une direction claire et audacieuse de la part des dirigeants africains – particulièrement les parlementaires – pour s'attaquer à ce problème, » déclarait David Alnwick. Il a dit qu'il espérait que les participants à la conférence utiliseraient leurs qualités de dirigeants pour aider à s'attaquer au VIH/SIDA. ●

Les parlementaires allemands sont choqués par les expériences de leurs collègues africains

Dr. Karl Addicks et Dr. Wolfgang Wodarg, parlementaires allemands, ont déclaré que le séminaire les avait poussés à s'engager davantage pour aider à résoudre les problèmes africains.

Dr. Wolfgang Wodarg, rapporteur du dossier sur le VIH/Sida au Parlement Allemand, était présent au séminaire à la demande du Président du Parlement Allemand et Dr. Addicks au nom du groupe libéral. Les deux parlementaires, qui sont aussi médecins, déclaraient que le séminaire était pour eux et les nouveaux parlementaires africains « un cours intensif » sur le VIH/Sida et les OEV.

Les parlementaires affirmaient que la réunion renforçait leur intérêt pour la question du VIH/Sida en Afrique. Wodarg, qui a de l'expérience dans le domaine de la santé publique, affirmait qu'il pensait

rejoindre le Comité Parlementaire responsable du Développement et de la Coopération. Il aimerait collaborer avec AWEPA pour l'aider à organiser un événement semblable en Allemagne. Ceci afin de sensibiliser les autres parlementaires et mettre en évidence le sujet des Orphelins et des Enfants Vulnérables en Europe. Les deux parlementaires étaient choqués des approches différentes du problème de leurs collègues africains. « Certains sont très sûrs d'eux-mêmes, les autres apparaissent plus résignés sur ce que les gouvernements proposent et décident », disaient-ils. L'ignorance sur la transmission du virus est encore très répandue en Afrique, notaient-ils – « même parmi les parlementaires ! ». Ils suggéraient que les partis politiques en Europe et en Afrique travaillent ensemble à échanger les informations – possible avec Internet – sur les aspects médicaux du VIH/Sida.

CONTRÔLER LES BUDGETS

Selon les deux docteurs, le renforcement de la fonction parlementaire sur le contrôle des budgets devait être une priorité en Afrique. « Il est très frustrant de constater que les fonds sont annoncés à un niveau central et qu'ils n'arrivent pas à leurs bénéficiaires directs. C'est bien sûr tout d'abord une responsabilité africaine. Les gouvernements africains doivent être certains que les minorités et les régions périphériques partagent bien la richesse nationale », firent-ils remarquer. Mais les parlements européens pourraient analyser les conséquences spécifiques du VIH/Sida sur les enfants et identifier les obstacles qui entravent l'aide qui leurs est destinée », affirmait Wodarg. Il ajoutait aussi qu'AWEPA pouvait aider les parlementaires à apprendre comment lire le budget et poser les bonnes questions aux ministres des finances. ●

Les parlementaires donnent des nouvelles idées pour aider les OEV

Propositions pour renforcer les plans d'action destinés aux Orphelins et aux Enfants Vulnérables

Les réunions du séminaire débouchent souvent sur de très ambitieuses propositions à bien définir pour réaliser le lien entre les problèmes des OEV et la réduction de la pauvreté. Les parlementaires éthiopiens, kenyans, ougandais, les pays possédant déjà un Plan d'Action National (PAN) pour les OEV, ont apporté leurs idées pour améliorer ces plans. Les parlementaires de pays sans plan (Burundi, Djibouti, RDC, Somalie) ont collecté les idées développées pour s'en inspirer lors de l'élaboration de leurs propres plans.

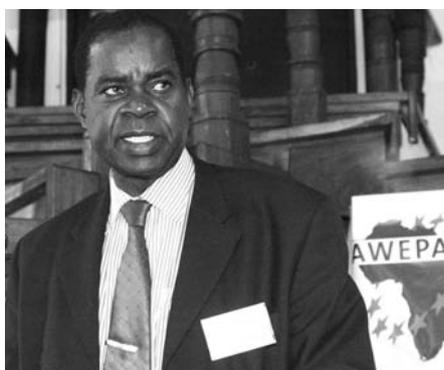
ETHIOPIE

Etablir une commission parlementaire sur la question des OEV est l'une des priorités des parlementaires éthiopiens. Grâce à cette Commission, le parlement pourrait remplir son rôle consistant à examiner la législation et identifier les manques concernant le problème des OEV. L'une des premières tâches de la Commission serait d'informer les parlementaires sur le Plan d'Action National Ethiopien pour les OEV. Car actuellement, dans la nouvelle assemblée élue, seulement quelques parlementaires sont au courant des problèmes des OEV. Les parlementaires ont déclaré qu'ils espéraient recevoir le soutien d'AWEPA pour créer un site Internet consacré à cette nouvelle Commission Parlementaire sur les OEV. Les parlementaires éthiopiens ont aussi déclaré qu'ils souhaitaient que leur Ministre des Finances de l'Economie et du Développement présente un projet de Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté pour le discuter et l'examiner avec les parlementaires, les invitant à mettre plus en relief le problème des OEV.

Selon les parlementaires, les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté ne sont pas assez tournés vers les enfants et les adolescents. Ils ajoutèrent qu'ils avaient besoin de plus d'analyses sophistiquées et de données sur la prédominance du VIH/Sida parmi les enfants et les jeunes adultes.

KENYA

Durant le séminaire, les parlementaires Kenyans se sont décidés à prendre des mesures concernant le problème des OEV. Figurent au catalogue: augmenter le budget pour les OEV, fournir de la nourriture aux enfants nés de mère séropositive, dans le but de réduire la transmission du virus VIH de mère à enfant et faire en sorte que le problème des OEV soit soulevé en session au parlement au moins une fois par mois. Le parlement Kenyan a un Comité Permanent sur les OEV. La plupart des mesures avancées à la réunion sur les PAN doivent être initiées et planifiées sur les agendas politiques par la Commission. Les déficits

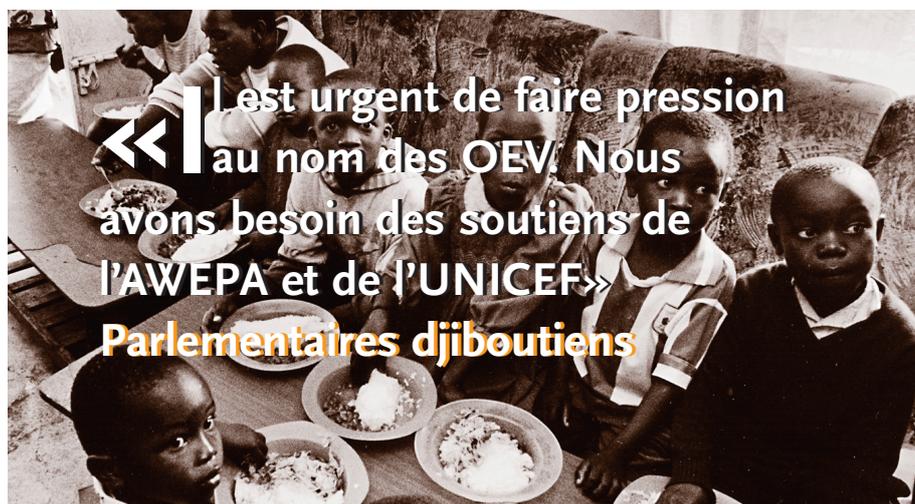


Hon. Philip Okundi, parlementaire kényan, de la Présidence Comité sur les OEV

ont un des plus importants défis que le Kenya doit relever. Les parlementaires se sont engagés à contrôler si l'allocation prévue pour les OEV (48 millions de Shillings Kenyan) a été bien utilisée. Ils ont aussi ajouté qu'ils demanderaient une augmentation du budget des allocations allouées aux OEV pour la prochaine année. L'un des moyens pour éviter ces problèmes financiers, est de faire des OEV la priorité des priorités. En faire un sujet politique et médiatique, d'où la nécessité d'en débattre chaque mois comme le plan le prévoit. Les parlementaires pensent qu'en prêtant plus attention aux problèmes des enfants vulnérables, dans l'arène politique, ils contribueront à les déstigmatiser. Ils ont aussi déclaré que le Comité des OEV devrait rester en contact permanent avec la Commission parlementaire du Budget et celle de l'Education pour développer des plans pour augmenter l'accès des OEV, en particulier à l'enseignement primaire. Finalement, ils vont demander au gouvernement de créer des institutions de micro-financements dans toutes les régions (comme les Banques Mzansi en Afrique du Sud) pour renforcer le développement communautaire, et accroître la capacité de celles-ci à répondre au problème des OEV.

RWANDA

Un parlementaire du Rwanda notait que le Plan National d'Action était peu connu parmi les parlementaires. Pour changer cette situation, ils ont l'intention de rendre compte au séminaire de Nairobi dans une session plénière du parlement, de contacter les membres de la Commission Parlementaire des Affaires Sociales, responsable des OEV, pour les obliger à faire des OEV une priorité. Enfin, organiser un séminaire avec tous les parlementaires afin de discuter du PAN. Les parlementaires rwandais ont déclaré qu'ils souhaitaient organiser (si possible avec l'aide d'AWEPA) des réunions dans les villages afin d'informer la population locale sur le sujet des OEV. Et aussi, ce qui est plus important, sur l'assistance mise à leur disposition. « Généralement, les communautés locales ne se sentent pas concernées par la question des OEV », déclarait le parlementaire. Il ajoutait aussi que lui et ses collègues, chercheraient à être directement impliqués dans l'élaboration du second Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté. Ceci, afin d'être certain que les mesures concernant les OEV soient bien incluses. >>





UGANDA

L'Ouganda possède déjà un PAN pour les OEV, Mais les parlementaires locaux proposent des idées pour l'améliorer davantage. L'action la plus envisageable pour rendre le plan efficace, est qu'il soit assumé par la Commission permanente sur le VIH/Sida. Celle-ci devra faire porter ses efforts afin d'aider à adoucir l'impact sur les enfants vulnérables des conflits armés du Nord de l'Ouganda (où les éléments des Lord's resistance Army sont toujours aussi virulents). La Commission devra accroître aussi ses efforts pour étendre la distribution (gratuite) de médicaments anti-rétroviraux aux enfants et aux mères séropositives. Les parlementaires de leur côté, devront mobiliser la population afin qu'elle participe à un processus de réconciliation nationale et s'assurer que les droits des enfants, spécialement les filles, seront pris en considération dans les programmes post-conflituels. Les parlementaires devront aussi contrôler si les ressources sont mises au service des OEV comme promis.

BURUNDI

Immédiatement après le séminaire, les parlementaires du Burundi ont fait une proposition au Bureau de l'Assemblée Nationale du Burundi pour agir envers le Plan d'Action National pour les OEV Burundais. Les parlementaires ont appris qu'un projet de plan a été récemment rédigé par le Ministère de la Fonction Publique et de l'Action Sociale. Les parlementaires ont encouragé le Bureau de l'Assemblée Nationale pour qu'il établisse une commission parlementaire sur les OEV. Cette Commission, devra prendre les devants pour voir si la législation actuelle tient compte de la position des enfants vulnérables. La Commission devra aussi participer aux campagnes de sensibilisation concernant les OEV. Les parlementaires burundais ont encouragé leur gouvernement pour qu'il octroie plus de

Les parlementaires réunis en groupes de travail: Comment peut-on mener à bien les Plans d'Action Nationaux pour les OEV et comment les intégrer au problème des Enfants atteints du Sida dans les DSRP ?

ressources aux communautés locales pour qu'elles soient capables d'estimer la position des orphelins et des enfants vulnérables et de promouvoir la coopération des villes avec le problème des OEV. En 2004, il y avait 230.000 orphelins à cause du Sida.

DJIBOUTI

La délégation de Djibouti annonçait qu'elle voulait encourager le gouvernement pour qu'il demande l'assistance de l'UNICEF dans le but d'aider à l'élaboration du projet de Plan d'Action National pour les enfants vulnérables. « Notre pays est une partie de la région où l'on semble ignorer les problèmes causés par le VIH/Sida », déclarent les djiboutiens. Les parlementaires ajoutaient qu'ils voulaient proposer d'organiser une session spéciale de sensibilisation pour leurs collègues afin de les familiariser avec les questions concernant le VIH/Sida et les OEV. Une coopération étroite avec l'UNICEF et, encore plus, AWEPA, figurait au programme des parlementaires. « Nous avons besoin des soutiens de AWEPA et de l'UNICEF (...). Dans notre pays, il est urgent de faire pression au nom des OEV », déclaraient les parlementaires.

RDC

Lors du séminaire, les parlementaires de la République Démocratique du Congo (RDC) concluaient qu'ils devaient travailler en collaboration étroite avec l'UNICEF, UNHCR, USAID et d'autres organisations internationales pour esquisser des politiques qui puissent améliorer la situation des enfants vulnérables. Ils demandèrent à AWEPA d'aider le Parlement de la RDC en

liaison avec ces organisations. Les parlementaires ont déclaré que le bureau local d'AWEPA en RDC et la Commission Parlementaire des Femmes et de la Famille ainsi que celle des Affaires Sociales doivent prendre place à la table de la réunion de l'UNICEF et du gouvernement officiel. Immédiatement après le séminaire, les parlementaires insistèrent pour établir des contacts entre le Parlement et l'UNICEF. La RDC fait partie des pays qui n'ont pas encore adopté un Plan National d'Action pour les OEV.

SOMALIE

Les parlementaires somaliens affirmaient qu'ils souhaitent effectuer une série de pas en avant pour faciliter, promouvoir et accélérer la création de leur Plan National d'Action pour les OEV. Entre autre, ils affirmaient vouloir établir une Commission parlementaire sur les OEV, vraiment conçue par le Parlement Fédéral Transitionnel de Somalie au début de janvier 2006. Ils se sont eux-mêmes engagés à organiser une audition publique au parlement, durant laquelle les ministres et leurs services devront répondre de leurs actions réalisées envers les OEV.

La délégation somalienne annonçait qu'elle conseillera au Parlement National de ratifier la Convention sur les Droits des Enfants et tous les autres accords ou déclarations internationales consacrées à ce sujet. Ils veilleront aussi à ce que le Parlement National rectifie, et si nécessaire, amende la législation encadrant les politiques de lutte contre le Sida et sur les enfants. ●

Colophon

Texte Jos Havermans ; Arend Huitzing et Stephen Kimathi Mutungi ont contribué à ce rapport
Edition Jeff Balch, Liselot Bloemen
Photos Pieter Boersma
Design shafir-etcetera.com, Lena Shafir
Imprimerie Drukkerij Mart Spruijt BV

AWEPA Bureau Européen
Prins Hendrikkade 48-G
1012 AC Amsterdam, Pays-Bas
Tel. +31 20 524 5678
Fax. +31 20 622 0130
Courriel: amsterdam@awepa.org

AWEPA Bureau de Nairobi
Chaka Place, 2nd floor
Argwings Kodhek/Chaka Road
PO Box 1189-00606
(Sarit Centre/Westlands)
Nairobi, Kenya
Tel. +254 20 273 3977
Fax. +254 20 273 3473
courriel: awepakenya@accesskenya.com

© AWEPA, 2006



Plus de Conférences

Le Séminaire Régional sur l'Accroissement des Efforts Parlementaires en faveur des Enfants et de Lutte contre le Sida en relation avec les Stratégies de Réduction de la Pauvreté était le second d'une série d'au moins seize réunions régionales et de séminaires de suivi nationaux sur quatre thèmes clés que les parlementaires souhaitaient aborder afin de développer la paix et le développement dans la région (voir aussi page 2).

La première conférence de la série, la Conférence Régionale sur la Démocratie Parlementaire dans la Région des Grands Lacs, avait eu lieu en avril 2005 à Nairobi.

La troisième conférence, sur la Démocratie Parlementaire, était prévue dans le second semestre 2006.

La prochaine conférence régionale sur le VIH/Sida est programmée pour le mai 2006. Une conférence régionale sur la Réduction de la Pauvreté est prévue pour fin 2006.

Une réunion pour discuter des initiatives parlementaires concernant le quatrième thème de la série de conférence – Le Développement du Secteur Privé – est aussi prévue pour 2006.

Pour en savoir plus sur la série de conférences, taper : www.awepa.org.

